



**Consultation publique de la Commission de Régulation de  
l'Energie n° 2021-10 du 7 octobre 2021 relative aux prochains  
tarifs péréqués d'utilisation des réseaux publics de distribution  
de gaz naturel des Entreprises Locales de Distribution (ATRD6  
des ELD)**

**Réponses SOREGIES**

Sorégies s'est associé aux GRD des ELD du SPEGNN pour analyser la consultation publique n° 2021-10 et apporter une réponse commune aux questions posées par la CRE avec laquelle Sorégies est en plein accord.

En complément, Sorégies souhaite apporter des éléments de réponses sur certains points d'analyse de son dossier tarifaire ATRD6 et de son plan d'affaire pour le déploiement de compteurs communicants gaz, présents de la consultation publique.

**Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couvert par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le tarif ATRD6 des ELD ?**

Sorégies est globalement favorable au périmètre des charges et produits couvert par le CRCP envisagé par la CRE. Cependant, nous réitérons notre demande d'intégration au CRCP des revenus du catalogue perçus au titre des prestations de location de postes d'injection de biométhane. En effet, nous sommes actuellement confrontés sur un certain nombre de projets, à des décalages de mises en service de quasiment une année, alors que les contrats de raccordements ont été signés avec les porteurs de projet et les travaux de raccordement au réseau des unités de production sont en cours de réalisation afin de respecter les dates contractuelles de début d'injection. Les origines de ces retards sont indépendantes du GRD (retards dans les travaux de construction d'unités d'injection, retards de la part des porteurs de projets pour finaliser le tour de table financiers de l'opération etc...).

Comme les montants annuels perçus au titre des locations de postes d'injection de biométhane sont de plusieurs dizaines de milliers d'euros par an, de tels décalages (qui ne résultent pas de défaut de performance du GRD), viennent abaisser artificiellement le montant charges nettes d'exploitation pour la période considérée. Celles-ci ne reflètent alors pas la réalité des dépenses supportées par le GRD.

**Question 19 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation des ELD ?**

**A) Charge d'exploitation ATRD 6**

Sorégies est en désaccord avec un certain nombre de propositions d'ajustements proposés à l'issu de l'audit de nos charges d'exploitation et repris dans la consultation publique.

Poste de dépenses « Services extérieur entretien et maintenance » (hors charges liées à l'activité biométhane - exploitation/maintenance /supervision et à la sécurisation des réseaux)

L'auditeur a proposé une évolution du poste de dépenses « Services extérieur entretien et maintenance » (hors charges liées à l'activité biométhane - exploitation/maintenance /supervision et à la sécurisation des réseaux) indexée sur l'inflation. Pour ce faire l'auditeur indique :

*« la hausse du linéaire de canalisation entre 2022 et 2025 est liée principalement aux raccordements des injections de biométhane : ces nouveaux raccordements ne généreront pas de coûts de maintenance significatif à court terme dans la période ATRD6.*

*Par ailleurs, l'analyse du lien entre l'évolution des coûts de maintenance et le linéaire de canalisation dans l'historique ne soutient pas la demande de Sorégies : malgré une hausse continue de la taille des réseaux entre 2018 et 2020, les coûts de maintenance à iso périmètre sont en baisse. Dans le tableau suivant, nous présentons les charges de maintenance à iso périmètre (retraitées de l'actualisation de la convention SRD en 2020) : les coûts de maintenance diminuent de 1,07 k€/km de canalisation en 2018 à 0,8 k€/km de canalisation en 2020 »*

Nous souhaitons porter à l'attention de la CRE que l'évolution du linéaire de nouvelles canalisations est sans commune mesure durant la période ATRD6, comparativement à la période 2018/2020 (cf. ci-après), principalement du fait de raccordements de producteurs de biométhane.

L'affirmation « ces nouveaux raccordements (d'injections biométhane) ne généreront pas de coûts de maintenance significatif à court terme dans la période ATRD6 » n'est étayée d'aucun élément permettant de la démontrer. A contrario, vous trouverez présentées ci-après les charges factuelles liées à l'exploitation de ces linéaires supplémentaires de canalisations :

⇒ Augmentation mécanique du nombre de demandes de tiers en vue de travaux à proximité de nos réseaux, pour des renseignements :

- Sur la présence de nos réseaux dans l'emprise de leurs chantiers ;
- Sur les caractéristiques techniques de ces réseaux ;

Auxquelles nous devons répondre selon les prescriptions du décret anti-endommagement.

⇒ Augmentation des charges de liées à la surveillance du réseau, selon les prescriptions de l'arrêté du 13 juillet 2000 « portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations », à savoir :

- Recherches systématiques de fuite sur les canalisations ;
- Vérification annuelle de bon fonctionnement des organes de coupure présents sur ces réseaux et garant d'une mise en sécurité optimisée en cas d'incidents gaz ;

Ces charges supplémentaires ne seront pas couvertes par une indexation sur l'inflation.

De plus, une analyse comparée des périodes ATRD5 et ATRD6, montre les éléments suivants :

- ⇒ Le linéaire de réseaux créés entre 2018 et 2020 est de 16 kilomètres - +3% sur la période- pour une hausse de 10, 6% des charges liées de services extérieurs de maintenance (hors charges liées à l'activité biométhane et à la sécurisation des réseaux)
- ⇒ Le linéaire de réseaux neufs prévus sur la période 2022/2025 est de 54 km - + 9,1% sur la période- pour une hausse de 21,16% des charges liées de services extérieurs de maintenance (hors charges liées à l'activité biométhane et à la sécurisation des réseaux) dans la trajectoire proposée par Sorégies.

Ainsi, la hausse des charges d'exploitation sur le poste « Services extérieur entretien et maintenance » (hors charges liées à l'activité biométhane - exploitation/maintenance /supervision et à la sécurisation des réseaux) est de 3,5% par kilomètre de réseau neuf sur la période 2018/2020 et de 2,32% par kilomètre de réseau neuf dans la trajectoire 2022/2025 proposée par Sorégies. On peut donc considérer un gain de productivité sur ce poste entre les deux périodes.

En conséquence, nous demandons la couverture de la trajectoire proposée par Sorégies sur ce poste.

#### Développement commercial :

Dans un contexte futur défavorable à l'énergie gaz (nouvelle réglementation thermique RT2020, SNBC etc...) le développement de nouveaux points de comptages va diminuer de manière importante notamment sur le segment résidentiel, avec également de probables déracordements de clients existants qui vont s'orienter vers d'autres énergies.

De fait, les d'aides commerciales pour le développement du gaz permettant aux clients de mettre en place des matériels gaz à haute performance énergétique et facilitant ainsi le choix de l'énergie gaz, vont devenir stratégiques :

- ⇒ Afin de profiter de l'une des dernières opportunités de densifier nos réseaux grâce au basculement de prospects fuel vers l'énergie gaz ;
- ⇒ Afin de limiter la perte de clients existants aux dépens d'autres énergies subventionnées.

Cela doit également s'accompagner d'actions d'animation de la filière, auprès des installateurs notamment, afin de promouvoir le gaz auprès des clients. En effet, les installateurs sont un des relais de Sorégies sur le terrain, complémentaire de nos actions commerciales propres.

De plus, étant donné le contexte passé, avec une réglementation thermique (RT2012) favorable à au gaz et donc une nécessité moins prégnante de recours à ces mécanismes, et le contexte futur, Sorégies considère que l'on ne peut pas se baser sur l'historique des actions réalisées au cours de la période ATRD5 pour établir la trajectoire de charges de développement commercial.

C'est pourquoi Sorégies demande le maintien de sa trajectoire d'aide au développement sur la base de laquelle nous avons construit nos trajectoires de quantité acheminée et nombre de clients sur la période 2022/2025.

## **B) Charges d'exploitation plan d'affaire Compteurs communicants Sorégies**

### **- Charges d'ETP :**

Nous considérons que le nombre d'ETP à consacrer au projet ne peut se concevoir à la simple vue d'un ratio part clients, avec une comparaison simple entre les ELD.

En effet, nous estimons qu'il y a un besoin minimum de ressources à consacrer à ce projet, non proportionnel au nombre de clients ; ceci quel que soit la taille de l'entreprise. Nous proposons à la CRE d'échanger plus en avant ce sur point.

### **- Charge d'exploitation SI :**

Nous sommes étonnés du niveau de l'ajustement proposé dans la consultation publique pour nos charges d'exploitation et de maintenance du système d'information portées dans plan d'affaire compteurs communicants gaz.

Nous sommes également surpris de ne pas pouvoir accéder aux éléments technico-économiques du business plan de référence, sur la base duquel les niveaux d'ajustements ont été proposés.

En effet, toute comparaison doit se faire à isopérimètre et en l'état, nous ne sommes pas sûr que ce soit le cas.

Des échanges bilatéraux récents ont permis de détailler aux services de la CRE les composantes de ces charges d'exploitation afin de mieux définir le périmètre de chacune d'entre elles. Nous espérons que ces précisions permettront une meilleure approche de ces coûts.

Cependant afin de pouvoir échanger en toute transparence avec les services de la CRE, nous demandons à nouveau de pouvoir accéder aux données technico-économiques du business plan de référence pris en compte par la CRE.

## **Question 21 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des charges de capital à couvrir sur la période du tarif ATRD6 ?**

Concernant les charges de capital portées au Business Plan du projet de déploiement des compteurs communicants de Sorégies, nous souhaitons apporter plusieurs remarques sur l'analyse de la CRE présente dans la consultation publique.

### **- Frais logistiques appliqués aux matériels à mettre en place (compteurs, concentrateurs) :**

Nous avons été fortement surpris de l'ajustement proposé sur les frais de logistique des matériels. Ces coûts indirects liés aux frais de gestion des matériels stockés dans nos magasins, est une réalité factuelle et leur niveau est établi sur la base d'un retour d'expérience réalisé par notre contrôle de gestion et formalisé par une note actualisée périodiquement (que nous tenons à la disposition de la CRE).

Après échange avec les services de la CRE nous avons compris que ces charges seraient prises en compte au titre de la Base d'Actifs Régulés (BAR) de l'ATRD et non au titre de la BAR spécifique du projet de déploiement des compteurs communicants gaz (seuls les valeurs « nettes » des différents matériels y seront intégrées). De fait, nous demandons à la CRE de formaliser officiellement ce point. Si l'option évoquée par les services de la CRE lors des échanges bilatéraux avec Sorégies et présentée ci-avant, n'était pas mise en œuvre, nous demandons que ces charges indirectes soient bien prises en compte dans la BAR de notre projet de déploiement de compteurs communicants.

- Niveaux de prix des compteurs et concentrateurs :

Nous demandons que l'application de la clause de force majeure en cas de variation anormale des prix des matériels soit confirmée dans la délibération d'approbation de notre projet et que le mécanisme d'incitation soit adapté avec une modulation des coûts de référence.

Nous demandons également qu'une clause de rendez-vous annuelle soit ajoutée pour couvrir toute dérive anormale des prix des différents équipements à déploiement en nombre pour nos projets

Enfin, nous avons noté que les éléments de trajectoire des prix des différents matériels seront adaptés avant l'approbation de nos projets AMR par les Ministres chargés de l'énergie et de la consommation.

- Charges d'ETP :

Comme pour les ETP portés à nos charges d'exploitation, nous considérons que le nombre d'ETP à consacrer à la part investissement du projet ne peut se concevoir à la simple vue d'un ratio part clients, avec une comparaison simple entre les ELD.

En effet, nous considérons qu'il y a un besoin minimum de ressources à consacrer à ce projet, non proportionnel au nombre de client ; ceci quel que soit la taille de l'entreprise. Nous vous proposons à la CRE d'échanger plus en avant ce sur point.

- Charges de capital liées au Systèmes d'information (SI) des compteurs communicants :

Nous sommes étonnés du niveau de l'ajustement proposé dans la consultation publique, pour nos charges d'investissements destinées à la mise en place de notre SI compteurs communicants gaz.

Nous sommes également surpris de ne pas pouvoir accéder aux éléments technico-économiques du business plan de référence, sur la base duquel les niveaux d'ajustements ont été proposés.

En effet, comme pour nos charges d'exploitation du projet AMR gaz, toute comparaison des investissements doit se faire à isopérimètre et en l'état ; ce dont nous ne sommes pas sûr en l'état.

Malgré tout, des échanges bilatéraux récents ont permis de détailler aux services de la CRE les composantes des investissements SI intégrés dans le cadre du projet AMR gaz :

- ⇒ Mise en œuvre et supervision du parapluie radio : ces coûts mutualisés sont avec les autres ELD gazières membres de l'association ELDmetering et font l'objet d'une proposition de Bordeaux Métropole Energie/ ELDmetering dont la CRE a été destinataires
- ⇒ Mise en œuvre du Frontal d'acquisition mutualisé au sein d'ELDMetering (avec un HSM de déchiffrement également mutualisé)
- ⇒ Développement d'un SI de déploiement terrain des compteurs
- ⇒ Développement du portail réglementaire pour mettre à disposition des clients leurs données de consommation
- ⇒ Développement des interfaces entre le SI compteurs communicants et notre SI client.

Nous espérons que ces précisions donneront à la CRE une meilleure vision des charges d'investissement demandée.

Cependant afin de pouvoir échanger en toute transparence avec les services de la CRE, nous demandons à nouveau de pouvoir accéder aux données technico-économiques du business plan de référence pris en compte par la CRE.